

A Strasbourg, le 26 octobre 2016.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Séminaire Régions de France - Région Grand Est **Séance de travail sur le futur budget européen** & **l'avenir de la politique de cohésion après 2020**

Ce mercredi 26 octobre 2016, s'est déroulé le **premier séminaire de travail sur le futur cadre du budget européen et l'avenir de la politique européenne de cohésion après 2020** à l'initiative de **Philippe RICHERT**, Président de Régions de France et de la Région Grand Est, à la Maison de la Région à Strasbourg, où étaient notamment présents les Commissaires européennes en charge de la politique régionale, **Corina CRETU**, et en charge de l'emploi et des affaires sociales, **Marianne THYSSEN**, et **Jean ARTHUIS**, Président de la Commission des budgets du Parlement Européen.

« *C'est un acte symbolique que d'organiser cette première réunion de travail sur le budget européen et la politique européenne de cohésion après 2020, à Strasbourg. Au-delà du fait que le Siège du Parlement Européen, qui vote toutes les décisions en ce qui concerne les politiques de cohésion, c'est ici, dans la Région Alsace, aujourd'hui Grand Est, qu'a été expérimentée pour la première fois en 2003 la mise en œuvre par les Régions de la politique européenne de cohésion. A la suite de la réussite de cette expérimentation, c'est en 2014 que les Régions se sont vues confier la mise en œuvre de cette politique.* » a souligné Philippe RICHERT, Président de la Région Grand Est.



Séminaire Régions de France – Maison de la Région Grand Est – Strasbourg – le 26 octobre 2016 (crédits photo : JL STADLER/Région Grand Est)

Organisé par Régions de France en partenariat avec la Région Grand Est, ce séminaire a réuni plus de 180 personnes représentants des Régions, de la Commission européenne, du Parlement européen, de l'Etat et du partenariat national. Il a été conclu par une intervention d'**Harlem DESIR**, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires étrangères et du Développement international, chargé des affaires européennes.

Cette rencontre de travail, qui s'est déroulée le lendemain d'un dîner de travail en présence de **Jean-Claude JUNCKER, Président de la Commission Européenne**, afin de parler des **relations plus directes à développer entre la Commission Européenne et les Régions**, a été l'occasion pour les Régions d'affirmer plusieurs points, notamment :

- la nécessité que l'Union Européenne se dote d'un budget pluriannuel ambitieux qui stimule la croissance et l'emploi,
- le besoin pour l'Union Européenne de relever les nouveaux grands défis d'actualité tels que la sécurité, la gestion des migrations, ou encore la lutte contre le changement climatique...

Les Régions souhaitent ainsi que toutes les politiques européennes bénéficient d'un budget à la hauteur de leurs objectifs et des défis auxquels elles doivent faire face.

Certaines politiques, comme la politique de cohésion et la politique agricole commune, ne doivent pas être des variables d'ajustement d'un compromis budgétaire inacceptable, mais doivent être bel et bien prises en compte comme nécessaires pour notre pays et son développement.

A cette occasion, Philippe Richert, en tant que Président de Régions de France a souhaité rappeler *« l'importance vitale de la politique européenne de cohésion pour les Régions en appui à leurs politiques de soutien au développement économique et à l'emploi. Cette politique doit être préservée après 2020 pour toutes les régions européennes. Elle devra même être amplifiée par la suite, constituant la seule véritable politique européenne de soutien à l'investissement en prise avec les réalités territoriales. Pour cela, l'essentiel de cette politique de cohésion devra se concentrer sur les principaux atouts des territoires en stimulant l'innovation, en soutenant la compétitivité des PME, en investissant dans le capital humain et en facilitant la transition énergétique. »*

En écho à la déclaration des Présidents de Région se prononçant en faveur de la poursuite de la politique de cohésion pour toutes les régions européennes, les **Commissaires européennes Corina CRETU, en charge de la politique régionale et Marianne THYSSEN, en charge de l'emploi et des affaires sociales ont réaffirmé leur soutien à la pérennité des fonds européens structurels et d'investissement**, comme expression concrète de la solidarité européenne mais aussi comme levier indispensable à la mise en œuvre des politiques de développement régional.



Les Commissaires européennes CRETU et THYSSEN accompagnées du Président RICHERT (Crédits photo : JL STADLER / Région Grand Est)

Marianne THYSSEN a en particulier rappelé **l'impact positif du Fonds social européen (FSE) qui vient en aide aux populations les moins qualifiées et les plus précarisées** grâce au soutien financier massif qui représente plus de 80 milliards d'euros d'investissement en Europe sur la période 2014-2020, dont 6 milliards en France. Elle a également souligné l'importance de l'initiative pour l'emploi des jeunes qui renforce depuis 2014 les moyens consacrés aux jeunes sans emploi, ou qui ne sont ni en enseignement ou en formation.

La Commission européenne se réjouit que 1,4 million de jeunes aient déjà pu être aidés par cette initiative et que la France ait pu pleinement en profiter avec plus de 220 000 jeunes aidés à ce jour.

Corina CRETU a notamment mis en avant **le soutien apporté par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)** au développement économique des régions françaises, avec 9, 5 milliards d'euros d'investissement disponible sur la période 2014-2020, tout en insistant sur la nécessité d'une **mise en œuvre efficiente de ces financements européens pour des résultats rapides et probants en matière de croissance et d'emploi**. Les projets cofinancés se focaliseront tout particulièrement sur l'innovation, le développement de la compétitivité des PME et la transition énergétique.

Enfin, les Commissaires CRETU et THYSSEN ont souligné **l'urgent besoin de simplifier davantage les règles et procédures liées à la mise en œuvre des fonds européens, tout en s'assurant que l'aide financière de l'Union Européenne soit dirigée vers les besoins prioritaires** et que les résultats obtenus grâce à ce soutien européen soient communiqués au grand public, afin de démontrer la valeur ajoutée générée par l'Europe pour l'ensemble de la population européenne, y compris dans les régions et les quartiers.

Les Régions françaises entendent poursuivre leur mobilisation auprès des institutions européennes et nationales dans les prochains mois pour défendre une politique de cohésion ambitieuse dans ses objectifs et ses moyens et simplifiée dans sa mise en œuvre et sa gestion.

Régions de France, en lien avec la Région Grand Est se félicitent de la réussite de ce premier séminaire.

Contacts Presse

Régions de France

Natacha HAMANN

nhamann@regions-france.org

Région Grand Est

Gaëlle TORTIL TEXIER

presse@alsacechampagneardennelorraine.eu